



NATO  
|  
OTAN

Afghanistan



# briefing

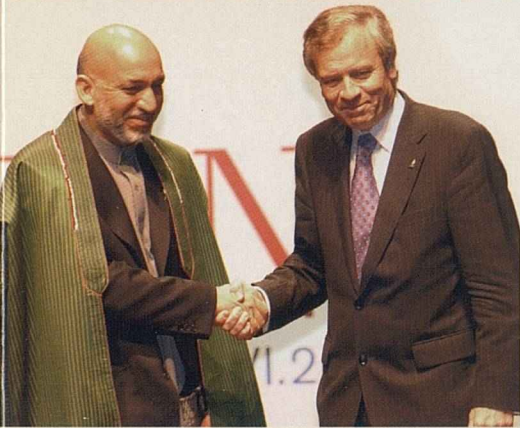
JANVIER 2005



Évolution  
de la FIAS



Œuvrer  
ensemble  
pour la  
sécurité



## Contribuer à assurer l'avenir de l'Afghanistan

L'OTAN dirige les activités internationales de maintien de la paix en Afghanistan et contribue aux efforts visant à instaurer la paix et la stabilité dans ce pays qui a connu trois décennies de troubles.

Cette opération sans précédent a été lancée en août 2003 lorsque l'OTAN a pris le commandement de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) agissant sous mandat des Nations Unies. Elle a été la première mission de l'Alliance en dehors de la zone euro-atlantique. À ce titre, elle a démontré la volonté et la capacité de l'OTAN de faire

face à de nouveaux défis en matière de sécurité, où qu'ils se présentent, dans l'intérêt de toutes les parties concernées : l'Afghanistan et son peuple, les Nations Unies et la communauté internationale dans son ensemble.

Comme l'a déclaré le Secrétaire général de l'OTAN, M. Jaap de Hoop Scheffer, ►

« Notre propre sécurité est étroitement liée à l'avenir de l'Afghanistan »

M. Jaap de Hoop Scheffer

1



« L'OTAN veut soutenir la création d'un Afghanistan pluriethnique, stable et attentif à l'égalité entre les sexes »



« L'Afghanistan est une priorité absolue de l'OTAN. Notre propre sécurité est étroitement liée à l'avenir de l'Afghanistan en tant que pays stable et sûr dont les habitants peuvent reconstruire leur vie après des décennies de guerre. »

À l'origine, la FIAS a été créée pour aider l'Autorité provisoire afghane récemment constituée à maintenir la sécurité à Kaboul et dans les régions environnantes, afin que l'Autorité provisoire elle-même et le personnel des Nations Unies soient en mesure d'agir dans un environnement sûr. Les pays fournisseurs de troupes ont en outre été invités à aider l'Autorité provisoire à mettre en place de nouvelles forces armées et de sécurité afghanes. C'est ainsi qu'un partenariat tripartite a été instauré entre l'Autorité provisoire, la FIAS et la Mission d'aide des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) pour permettre à ce pays de parvenir à un avenir plus pacifique et prospère.

Depuis lors, le mandat de la FIAS a été élargi pour qu'elle puisse soutenir les efforts du gouvernement afghan dans sa volonté d'étendre son autorité au-delà de Kaboul et de renforcer la sécurité, la paix et la stabilité dans le pays. Aujourd'hui, outre les environs de Kaboul, les forces de l'OTAN contribuent à assurer la sécurité dans neuf provinces afghanes couvrant une superficie de quelque 185 000 kilomètres carrés, et se préparent à étendre encore leur mission en 2005.

À terme, l'OTAN veut soutenir la création d'un Afghanistan pluriethnique, attentif à l'égalité entre les sexes, stable et capable de prendre en main ses propres besoins en matière de sécurité, sans qu'un engagement politico-militaire ouvert soit nécessaire.

À cette fin, l'Alliance contribue actuellement à assurer la sécurité dans les régions d'Afghanistan où ses troupes sont déjà présentes. L'OTAN fournit également une assistance technique et logistique pour certains aspects de la réforme du secteur de la sécurité. Des représentants des Alliés, le Haut représentant civil de l'OTAN et le Commandant de la FIAS travaillent en coopération avec divers intervenants politiques afin d'encourager la participation politique et la primauté du droit. L'OTAN apporte en outre son soutien à des initiatives d'ordre politique visant à renforcer les pratiques de bonne gestion des affaires publiques en Afghanistan, comme la tenue de la *Loya Jirga* (ou grand conseil) de décembre 2003 à janvier 2004, qui a rédigé une constitution, et les élections présidentielles d'octobre 2004.

De plus, la FIAS exploite l'aéroport international de Kaboul, qui constitue une voie de communication essentielle pour entrer en Afghanistan et en sortir. Et elle coordonne des centaines de projets civilo-militaires qui répondent aux besoins élémentaires des populations civiles, améliorent leur qualité de vie et leur donnent un nouveau sentiment d'espoir. ■

# Évolution de la FIAS

**M**ême avant que l'OTAN ne prenne la direction de la FIAS, en août 2003, la contribution des pays alliés a toujours représenté plus de 90 pour cent des troupes de la FIAS. Le rôle de chef de file a été assumé en premier lieu par le Royaume-Uni (FIAS I) ; la Turquie a pris la relève, de juin 2002 à janvier 2003 (FIAS II) et de février à août 2003, ce rôle a été assuré conjointement par l'Allemagne et les Pays-Bas (FIAS III).

Cette approche séquentielle du commandement de la FIAS a donné des résultats remarquables sur le terrain, mais a souffert du manque de continuité. Elle a fait peser une forte charge sur les pays chefs de file, dont la responsabilité incluait la direction stratégique, la planification et la constitution de forces, ainsi que la fourniture de capacités opérationnelles essentielles, telles que le renseignement et les communications. De plus, la recherche de pays chefs de file était incessante, puisqu'ils n'étaient disposés à assumer ces responsabilités que pour une période de six mois et il fallait, à chaque nouveau changement, établir un nouveau quartier général.

L'OTAN a commencé à jouer un rôle dans le cadre de la FIAS parce que l'Allemagne et les Pays-Bas lui ont demandé un soutien pour la planification et l'exécution de la FIAS III. Le fait que l'Alliance assume la coordination, le commandement et le contrôle stratégiques de l'ensemble de la mission constituait donc un prolongement logique de ce processus.

Le renforcement du rôle de l'OTAN a permis de résoudre le problème de la recherche constante, tous les six mois, d'un nouveau pays chef de file. De plus, la création d'un quartier général permanent de la FIAS a renforcé la stabilité et la continuité et a aussi permis à de petits pays qui éprouvent des difficultés à remplir les fonctions de pays chef de file, de jouer un rôle important au sein d'une structure multinationale. L'OTAN a ainsi approuvé un calendrier de commandement de la FIAS jusqu'en 2007.

En octobre 2003, la résolution 1510 du Conseil de sécurité des Nations Unies a ouvert la voie à l'élargissement du mandat de la FIAS au-delà de la ville de Kaboul pour qu'elle puisse aider le gouvernement afghan à étendre son autorité aux autres régions du pays et assurer des conditions de sûreté et de sécurité propices au déroulement d'élections libres et équitables, à la primauté du droit et à la reconstruction du pays.

L'OTAN a étendu sa présence en Afghanistan sous la forme d'Équipes de

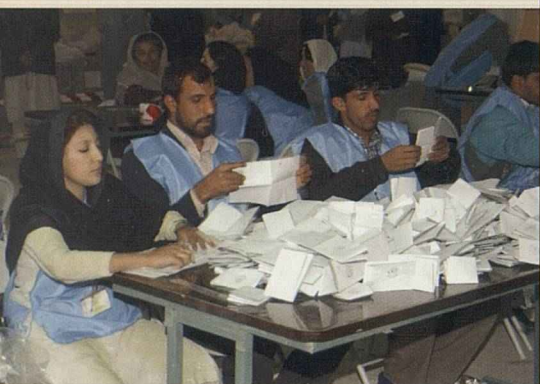


« La FIAS compte quelque 8 000 hommes venant de 36 pays, dont les 26 pays membres de l'OTAN »





« La présence de sécurité renforcée a permis de créer un climat calme pour le scrutin et a contribué au succès des élections »



reconstruction provinciale (PRT). Les PRT sont de petites équipes de personnels civils et militaires internationaux travaillant dans les provinces afghanes pour contribuer à étendre l'autorité du gouvernement central et créer des conditions de sécurité et de sûreté plus favorables à la reconstruction.

L'OTAN a commencé par prendre le commandement, en janvier 2004, de la PRT de Kunduz dirigée jusque là par l'Allemagne. Cette PRT a servi de projet pilote pour de futures PRT dirigées par la FIAS. Au Sommet que l'Alliance a tenu à Istanbul, et auquel le président afghan Hamid Karzaï a assisté, les dirigeants de l'OTAN ont annoncé que l'Alliance allait prendre la direction de quatre autres PRT – les PRT de Mazar-e-Sharif et Maimana, dirigées par le Royaume-Uni, la PRT de Feyzabad, dirigée par l'Allemagne, et la PRT de Baghlan, dirigée par les Pays-Bas – et qu'elle allait établir une base de soutien logistique près de Mazar-e-Sharif, ainsi que des stations satellites temporaires à Sar-i-Pul, Samanghan et Chibarghan. L'OTAN est également convenue de déployer des troupes supplémentaires à l'appui du processus électoral, pendant la période précédant les élections présidentielles et lors de ces élections.

Au moment des élections, qui ont eu lieu le 9 octobre 2004, plus de 10 000 soldats de l'OTAN se trouvaient en Afghanistan, dont des forces de réaction rapide tant à l'intérieur qu'en-dehors du théâtre.

Cette présence de sécurité renforcée a permis de créer un climat calme pour le scrutin et a contribué au succès des élections. Quelque 10,5 millions de personnes se sont inscrites pour voter et 8,1 millions ont participé au scrutin le jour des élections, 55,5 pour cent d'entre elles votant pour le président Karzaï qui, jusqu'alors, avait présidé l'Autorité provisoire.

Des élections aux niveaux parlementaire, provincial et local doivent se tenir dans le courant de 2005. En préparation du scrutin, l'OTAN continue d'étendre le nombre de PRT sous son commandement, du nord du pays vers l'ouest. En outre, elle a l'intention de renforcer sa présence au cours de la période électorale, comme elle l'avait fait lors des élections présidentielles d'octobre 2004.

Le Conseil de l'Atlantique Nord, la plus haute instance décisionnelle de l'Alliance, assure la direction politique de la FIAS, en consultation étroite avec les pays non OTAN qui lui fournissent des troupes. Pour faire progresser les aspects politico-militaires de l'engagement de l'OTAN dans le pays, l'Organisation a nommé, en janvier 2004, M. Hikmet Çetin, ancien Ministre turc des affaires étrangères, au poste de Haut représentant civil. Il fournit des avis au Conseil de l'Atlantique Nord et en reçoit des orientations. Il travaille aussi en coordination étroite avec le Commandant de la FIAS, les autorités afghanes et la MANUA,



## AFGHANISTAN

Population : environ 28,5 millions (juillet 2004)

Superficie : 650 000 km<sup>2</sup>

### Pays limitrophes :

Chine, Iran, Pakistan, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan

### Groupes ethniques :

Pashtouns 42%, Tadjiks 27%, Hazaras 9%, Minorités ethniques (Aimaks, Turkmènes, Baloutches, et autres) 13%, Ouzbeks 9%

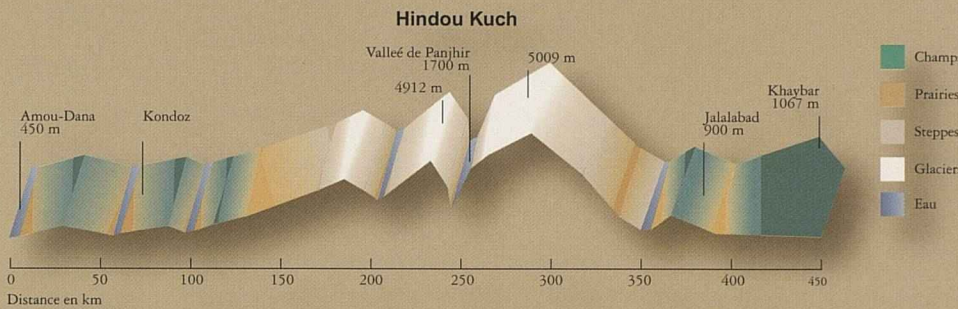
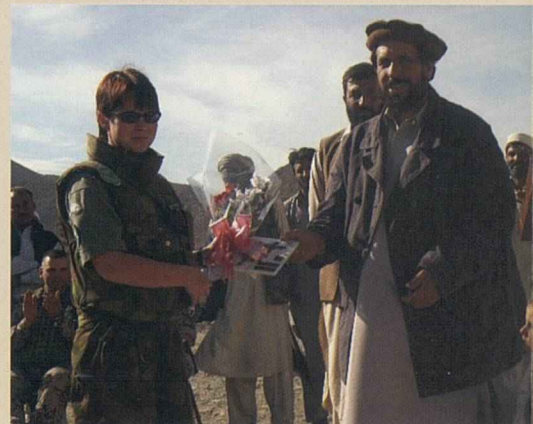


Photo: L. Penney

ainsi qu'avec d'autres éléments de la communauté internationale présents dans le pays.

La coordination, le commandement et le contrôle stratégiques sont exercés par le Grand quartier général des puissances alliées en Europe (SHAPE) à Mons, en Belgique, qui a également accueilli la cellule internationale de coordination des opérations de la FIAS, regroupant les pays participants non membres de

l'OTAN. Le commandement de forces interarmées (JFC) à Brunssum, aux Pays-Bas, joue le rôle de quartier général au niveau opérationnel entre le SHAPE et le QG de la FIAS à Kaboul. Grâce à cette capacité de recours aux moyens non déployés, le Commandant de la FIAS peut faire appel à un vaste pool de compétences et de moyens spécialisés, dans des domaines comme la planification stratégique, sans devoir les déployer en Afghanistan.



# Œuvrer avec d'autres acteurs sur le plan de la sécurité



Photo: B. Walsh

« L'OTAN, par l'intermédiaire de la FIAS, aide à instaurer la stabilité, préalable indispensable au succès de la reconstruction »

L'OTAN n'est pas la seule force de sécurité extérieure menant actuellement des opérations en Afghanistan. Outre la FIAS, l'opération de guerre *Enduring Freedom* menée par les États-Unis, qui a fait tomber le régime des talibans et *al-Qaïda* en 2001, continue de combattre la menace résiduelle que ces groupes et d'autres encore constituent toujours, particulièrement dans les régions du sud et du sud-est de l'Afghanistan.

Actuellement, outre les cinq PRT de l'OTAN, 14 autres PRT sont exploitées dans le cadre de l'Opération *Enduring Freedom*. Le Commandant de la FIAS rencontre chaque semaine son homologue américain pour coordonner les activités, et la plus grande synergie possible est recherchée entre les deux opérations.

Le Haut représentant civil et le Commandant de la FIAS échangent régulièrement des informations et des évaluations au sein d'une enceinte quadrilatérale qui regroupe également le Commandant de l'Opération *Enduring Freedom* et l'Ambassadeur des États-Unis. En outre, ces personnes tiennent une réunion mensuelle avec les autres hauts fonc-

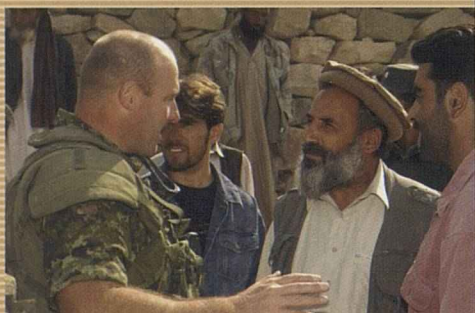


Photo: B. Walsh



© US DOD

tionnaires internationaux afin d'accroître la cohésion des efforts.

Divers membres du G8, formé des pays les plus riches de la planète plus la Russie, se chargent aussi d'aider l'Afghanistan dans des domaines spécifiques, avec l'appui de la FIAS. Par exemple, le Japon a pris en main le processus de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR).

Ce processus comprend deux volets : le cantonnement des armes lourdes et le désarmement, la démobilisation et la réinsertion des membres des milices afghanes. Début décembre 2004, près de 2 800 armes lourdes, sur un total estimé à 4 500, avaient été neutralisées et cantonnées. Dans la province de Kaboul, où le processus a été supervisé par la FIAS, toutes les armes lourdes ont été cantonnées et quelque 20 000 membres des milices ont, jusqu'à présent, été désarmés, démobilisés et réinsérés dans la société.

Les États-Unis dirigent les activités internationales visant à entraîner l'armée nationale afghane. L'Allemagne a pris la direction de la formation de la police nationale afghane. L'Italie s'occupe de la réforme du système judiciaire, et le Royaume-Uni mène les efforts internationaux destinés à lutter contre la production et le commerce de narcotiques.

L'armée nationale afghane compte quelque 14 000 soldats, notamment les premiers éléments de quatre quartiers généraux de corps d'armée à Gardez,

Kandahar, Herat et Mazar-e-Sharif. Quant à la police nationale afghane, elle a déployé 48 000 officiers environ au moment des élections présidentielles d'octobre 2004. Un nouveau code pénal a été approuvé, et plusieurs lois connexes sont actuellement en rédaction. En mai 2003, le gouvernement afghan a adopté un plan national de contrôle des drogues visant à réduire la production de drogues illicites de 70 pour cent d'ici à 2007 et à l'éliminer d'ici à 2012. Le Ministère de l'intérieur comprend une Direction antidrogue.

Malgré les progrès accomplis jusqu'à ce jour, il subsiste néanmoins d'importants problèmes. La menace terroriste contre la FIAS constitue un sérieux motif de préoccupation. De surcroît, les activités persistantes des talibans et d'*al-Qaïda* dans le sud et le sud-est de l'Afghanistan compromettent la mission de la FIAS en créant un climat d'incertitude. Le trafic des stupéfiants, la criminalité organisée et l'état médiocre des infrastructures locales demeurent des défis à long terme pour l'Afghanistan et la communauté internationale œuvrant à la reconstruction du pays.

Bien que la reconstruction de l'Afghanistan soit une tâche qui incombe principalement aux Afghans eux-mêmes, l'OTAN, par l'intermédiaire de la FIAS, aide à instaurer la stabilité, préalable indispensable au succès de la reconstruction.

On pourra trouver des informations complémentaires concernant la FIAS sur le site [www.afnorth.nato.int/ISAF](http://www.afnorth.nato.int/ISAF)



« Malgré les progrès accomplis jusqu'à ce jour, il subsiste néanmoins d'importants problèmes »



Photo: B. Walsh

# FIAS

## La Force internationale d'assistance à la sécurité



Photo: F. Hudec

La Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) dispose d'un mandat d'imposition de la paix, au titre du chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Le mandat diffère toutefois des mandats de maintien de la paix au titre desquels l'Alliance a mené des opérations en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo, où les forces dirigées par l'OTAN étaient les principales forces de sécurité. En Afghanistan, l'OTAN joue un rôle de soutien en vue de renforcer la sécurité, alors que les autorités afghanes gardent la mainmise sur le processus. La FIAS a été créée conformément aux décisions de la conférence tenue à Bonn en décembre 2001, au cours de laquelle les dirigeants de l'opposition afghane se sont réunis pour amorcer le processus de reconstruction de leur pays. Les tâches de la FIAS sont énoncées dans l'Accord militaire-technique conclu en janvier 2002 entre le Commandant de la FIAS et l'Autorité provisoire afghane. La FIAS doit notamment aider cette dernière à

maintenir la sécurité à Kaboul et dans les régions environnantes, afin que l'Autorité provisoire elle-même et le personnel des Nations Unies soient en mesure d'agir dans un environnement sûr.

La FIAS aide aussi à l'établissement d'infrastructures de sécurité fiables, au recensement des besoins de reconstruction et à la formation et au développement des futures forces de sécurité afghanes. Quatre résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies (1386, 1413, 1444 et 1510) traitent de la FIAS, mais cette dernière n'est pas une force des Nations Unies. Elle constitue en fait une coalition de pays volontaires, déployée sous l'autorité du Conseil de sécurité des Nations Unies, soutenue et désormais dirigée par l'OTAN et financée par les pays fournisseurs de troupes. En décembre 2004, la FIAS comptait quelque 8 000 hommes venant de 36 pays, dont les 26 pays membres de l'OTAN.



## L'Afghanistan après les talibans

Au lendemain du renversement du régime des talibans, l'Afghanistan était l'un des pays les plus pauvres de la planète, conséquence de plus de vingt années de combats, de régimes répressifs et de séquelles de la guerre. On estime que depuis l'invasion de l'Afghanistan par les forces soviétiques en 1979, plus de deux millions d'Afghans ont été tués, et le nombre des blessés et des handicapés à vie est encore très largement supérieur. L'Afghanistan est le pays le plus fortement miné au monde : on y compte, selon les estimations, de cinq à sept millions de mines terrestres et 750 000 munitions non explosées. Selon le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 70 pour cent des 22 millions d'habitants du pays souffrent de malnutrition, et l'espérance de vie est de 40 ans. La Banque mondiale estime à environ 200 dollars le PIB annuel par habitant.

En décembre 2001, les dirigeants de l'opposition afghane se sont réunis à Bonn pour mettre en place une nouvelle

structure de gouvernement pour leur pays, à savoir, l'Autorité provisoire afghane. En juin 2002, une *Loya Jirga* nationale, un grand conseil spécifique à l'Afghanistan, s'est réunie et a donné à l'Autorité provisoire un délai de 18 mois pour l'organisation d'une nouvelle *Loya Jirga* constitutionnelle chargée d'adopter une constitution, et de 24 mois pour la tenue d'élections nationales. La *Loya Jirga* s'est tenue de décembre 2003 à janvier 2004, et des élections présidentielles ont eu lieu en octobre 2004. Des élections parlementaires, provinciales et locales sont prévues pour 2005. Lors d'une conférence des donateurs, tenue à Tokyo en janvier 2002, la communauté internationale s'est engagée à verser, pour les trois premières années de la reconstruction, un total de USD 4,7 milliards, devant être gérés par la Banque mondiale. Lors d'une deuxième conférence des donateurs tenue à Berlin en mars 2003, les sommes engagées se sont élevées à USD 8,2 milliards pour les trois prochaines années.

Les Briefings de l'OTAN traitent des questions d'actualité de l'Alliance. Ils sont publiés sous l'autorité du Secrétaire général et ne reflètent donc pas nécessairement l'opinion ou la politique officielle des gouvernements des pays membres ou de l'OTAN.

Division Diplomatie publique de l'OTAN, 1110 Bruxelles - Belgique, site web : [www.otan.nato.int](http://www.otan.nato.int), courriel : [natodoc@hq.nato.int](mailto:natodoc@hq.nato.int)